



Laurent Berger

Ancien Secrétaire Général de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, présentement Secrétaire Général de la CFDT, Laurent Berger est également pour deux ans, le nouveau président de la Confédération Européenne des Syndicats (CES).

Renforcer les politiques sociales pour contrer les nationalistes

Un entretien avec **Laurent Berger**, réalisé par **Alain Bloëdt**

Quelques semaines après les élections européennes, le coup de massue de la montée de la droite et de l'extrême droite est dur à intégrer. Quels sont les défis qui attendent à présent les progressistes pour reprendre du terrain ? Comment faire barrage aux nationalistes ? Lors d'un entretien avec le Progressive Post, Laurent Berger, nouveau président de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) fait un état des lieux des dossiers à renforcer.

Progressive Post: *Avez-vous trouvé que le social était assez présent lors de la dernière campagne européenne ?*

Laurent Berger: Pour nous, ce n'est jamais assez social. Mais on ne peut pas dire que les sujets sociaux aient été totalement absents de la campagne, du moins en France. Ils étaient peut-être traités de façon superficielle. Si je caricature, tout le monde était d'accord sur la question du salaire minimum. C'est bien, mais comment y arriver, comment le mettre en place ? La campagne européenne est toujours imparfaite pour une raison simple: l'Europe est parfois difficile à expliquer aux citoyens, et les politiques sont surtout tentés d'expliquer que l'Europe est davantage le problème que la solution, même si j'espère qu'ils le pensent intérieurement de moins en moins.

PP: *Comment interprétez-vous les résultats de ces élections européennes ?*

LB: Les résultats montrent en France un Rassemblement National en tête, et ailleurs les partis populistes ou d'extrême droite sont très hauts. Malgré tout, la vague populiste europhobe qu'on pouvait craindre n'a pas déferlé. Ces partis ne parviennent pas à s'organiser au sein du Parlement européen, ce qui est plutôt une bonne nouvelle. Les gouvernants actuels devraient cependant considérer que le boulet passe de plus en plus près.

PP: *Comment faire reculer ces partis nationalistes ?*

LB: Il n'y a qu'un moyen: mener des politiques sociales, à hauteur de femmes et d'hommes, et de faire en sorte qu'un jour, des politiques assument,

#DigitalPlatforms: sans organisation collective, c'est la loi de la jungle. @CfdtBerger





| Le combat syndical nécessite d'avoir une part d'utopie, donc de poursuivre des objectifs ambitieux, et en même temps de redoubler d'efforts et de mobilisation pour les atteindre le plus vite possible.



dans chacun des pays, des résultats obtenus au niveau européen plutôt que des problèmes soulevés par l'Europe.

PP: *Votre élection en tant que président de la CES intervient alors que se met en place un nouveau Parlement européen. Est-ce le moment idéal pour commencer ?*

LB: D'une certaine manière, oui. Ce nouveau Parlement européen a en effet de nombreux chantiers ouverts qui l'attendent. Ça ne rend cependant pas les choses plus faciles, évidemment.

PP: *Pourquoi ?*

LB: Tout simplement parce que les choses ne sont jamais faciles en Europe, pas plus avec l'ancien qu'avec le nouveau Parlement, même si nous allons avoir une nouvelle configuration. Premièrement, les populistes ne sont pas rentrés au Parlement aussi

massivement qu'ils le souhaitaient, ce qui est plutôt une bonne nouvelle. Ensuite, on voit bien que les équilibres politiques vont être rediscutés avec des « forces pivots » comme on dit, et qu'il faudra trouver des nouvelles formes d'alliance ou de gouvernance entre le PPE, les socio-démocrates, les libéraux et les Verts. Cela peut s'avérer intéressant pour le syndicaliste que je suis et surtout pour la Confédération des syndicats, parce que cela va nous permettre d'accroître le travail avec les parlementaires.

PP: *Justement, cette reconfiguration et l'apparition de nouveaux groupes est-elle plus favorable pour les syndicats ?*

LB: C'est difficile à dire. Ce qui est sûr, c'est que la Confédération européenne des syndicats défend deux grandes ambitions: la redéfinition d'un contrat social en Europe, et l'inscription dans une transition écologique juste. Le fait que les Verts aient acquis un tel poids dans le Parlement européen, mais aussi que des forces social-démocrates restent encore présentes, laisse espérer que l'alliance entre ces deux ambitions puisse se concrétiser.

PP: *Vous êtes un syndicaliste à la voix puissante en France et qui a déjà de nombreux dossiers à traiter au niveau national. Que comptez-vous apporter à la CES ?*

LB: Ce que je souhaite, c'est que la CES s'interroge sur la définition du syndicalisme dans cette période de transformation

“

La CES défend deux grandes ambitions: la redéfinition d'un contrat social en Europe, et l'inscription dans une transition écologique juste.

”

profonde qu'est le XXIème siècle, qu'on se projette dans les formes futures de la CES, qu'on renforce le lien avec les organisations affiliées, et que la CES s'inscrive dans le quotidien militant de nos membres respectifs. Aujourd'hui, être une organisation affiliée de la CES signifie trop souvent se rendre aux réunions à Bruxelles, et un peu tout oublier une fois rentré chez soi. Je veux donc renforcer le lien et soutenir des initiatives, dont deux me tiennent beaucoup à cœur. La première consiste à être capable de faire vivre au niveau européen ce qu'on a fait au niveau français en matière de pacte social de la transition écologique, avec notre pacte du Pouvoir de Vivre conclu avec des ONG et des associations, et qui se transpose assez facilement au niveau européen.

PP: *Quelle est la deuxième initiative ?*

LB: La seconde consiste à remettre la question du contenu et de l'organisation du travail au cœur des préoccupations syndicales et du débat européen. Cette ambition nécessitera de discuter du pouvoir des travailleurs. Je veux vraiment faire en sorte qu'on regarde au-delà de l'actualité, pour positionner la CES dans le paysage européen.

PP: *Dans deux ans, vous terminerez votre mandat de Président. Sur quoi jugerez-vous que vous avez réussi ?*

LB: Si la CES est toujours unie, si nous avons des débats qui concernent le cœur des préoccupations des salariés (ce qui ne nous empêchera pas d'avoir des débats sur la façon de répondre à la Commission ou au Parlement sur certains sujets), et si tout simplement de nouveaux membres nous rejoignent.

“
Être capable de faire vivre au niveau européen ce qu'on a fait au niveau français en matière de pacte social de la transition écologique, avec notre pacte du Pouvoir de Vivre conclu avec des ONG et des associations, et qui se transpose assez facilement au niveau européen.
”

PP: *A la clôture du Congrès européen des syndicats à Vienne, vous disiez du syndicalisme européen qu'il se trouvait à la croisée des chemins. Qu'entendez-vous par là ?*

LB: Je crois que le syndicalisme a besoin de se réinventer, comme à peu près toutes les institutions, du moins en France et en Europe. Si je dis que le syndicalisme est à la croisée des chemins, c'est que je suis totalement persuadé que la société, et a fortiori le monde du travail, ne peut pas se passer du syndicalisme, mais que ce dernier ne peut pas non plus opérer de la même manière qu'avant.

PP: *Quelles sont les pistes de changement ?*

LB: Le syndicalisme doit comprendre comment se passe désormais le recrutement de nouveaux membres, comment intéresser

davantage les jeunes, y compris par des logiques de causes, comment faire peser le rapport de forces, en l'exerçant autrement que par des manifestations, grâce à des alliances et à la qualité de nos propositions. C'est en cela que nous sommes à la croisée des chemins: soit nous continuons notre petit chemin tranquille, et nous irons tous au bout de nos mandats mais vers un syndicalisme déclinant, soit nous donnons l'énergie nécessaire pour rénover le syndicalisme et ses pratiques. C'est ce que nous avons essayé de faire au sein de la CFDT et qui a porté ses fruits. Cela demande beaucoup d'énergie en interne pour s'interroger sur ce qu'on est et ce qu'on veut faire, mais c'est absolument nécessaire.

PP: *Pensez-vous que la CES, comme d'autres syndicats nationaux, soit devenue trop institutionnelle et ait oublié d'autres postures ?*

LB: Je pense qu'une forme d'institutionnalisation guette partout le syndicalisme. C'est d'ailleurs en faisant le constat qu'on devait passer beaucoup plus de temps au contact des travailleurs et répondre à leurs préoccupations quotidiennes qu'on a permis des évolutions internes à la CFDT. Il faut continuer à mener cette fonction institutionnelle tout en la dépassant pour construire une CES beaucoup plus en phase avec les préoccupations des travailleurs. Cela concerne la CES mais aussi les organisations affiliées.

PP: *Par quoi cela doit-il passer ?*

LB: Il faut se montrer concrets, parler de situations réelles vécues par les travailleurs dont la diversité est extrême: entre un travailleur français d'un secteur qui se porte bien et qui dispose d'une bonne convention collective et un travailleur de Roumanie, la situation est différente. Il faut donc faire vivre des coopérations, porter de grandes



| L'équipe de l'ETUC lors de leur Congrès le 24 mai 2019.
Luca Visentini réélu Secrétaire général, Laurent Berger élu Président.

revendications (salaire minimum, chômage...), mais aussi obtenir des résultats à hauteur de femmes et d'hommes, ce dont on est tout à fait capable.

PP: *Salaire minimum, harmonisation fiscale... Verra-t-on des progrès dans ce domaine de notre vivant dans cette Europe ?*

LB: Je ne crois pas que le salaire minimum en Europe soit une chimère que les travailleurs actuels ne verront jamais. Le combat syndical nécessite d'avoir une part d'utopie, donc de poursuivre des objectifs ambitieux, et en même temps de redoubler d'efforts et de mobilisation pour les atteindre le plus vite possible.

PP: *Aujourd'hui, comment arrive-t-on à convaincre un travailleur, en particulier les*

nouveaux travailleurs des plateformes de l'industrie numérique, à se syndiquer ?

LB: C'est une réflexion et une action que la CFDT commence à mener. On commence par le convaincre qu'il est en lien de dépendance économique et sociale. Ce n'est plus un lien de subordination comme au temps des salariés, mais c'est une forme de dépendance très forte. Deuxièmement, on le convainc qu'il a droit à une couverture sociale similaire à celle des salariés. Conditions de travail, droit à la formation, revenu minimum, protection sociale: il y a droit en tant que travailleur.

PP: *Est-ce suffisant ?*

LB: J'ajouterais que sans organisation collective, c'est la loi de la jungle. C'est vrai dans le monde du travail classique, avec des salariés, mais ça l'est encore plus lorsque

votre « patron » est virtuel. La plateforme, aimerait vous faire travailler autant que possible sans vous accorder aucun droit. Le syndicalisme doit offrir des services, une plateforme revendicative, qui donne un sentiment d'appartenance à ces travailleurs pour qu'ils rejoignent les organisations syndicales. C'est ce que la CFDT est en train de construire petit à petit, avec des annonces à l'automne.

#SalaireMinimum #UE Ce n'est pas une chimère que les travailleurs actuels ne verront jamais @CfdtBerger

